

Policy Brief

Le front intérieur d'Israël en temps de guerre : l'unité affichée et les fractures dévoilées

Abdelhak Bassou

PB - 02/24

La guerre n'est, par sa nature, pas arithmétique. En matière de stratégie militaire, ni l'addition est toujours un ajout ni la soustraction une diminution. La multiplication n'amplifie pas comme la division ne réduit pas. Les moyens sont certes un avantage dans la guerre, mais l'issue des conflits (victoire ou défaite) n'en dépendent pas exclusivement. La guerre révèle la résilience d'une société et pas seulement la puissance d'une armée. Mieux, elle montre la dépendance de la puissance militaire dans sa relation avec la solidité du front intérieur, en grande partie liée à la cohésion sociale. Cette dernière ne dispose d'aucune unité de mesure, ce n'est ni une distance, ni un poids, ni un volume, ni encore une quantité. C'est un esprit et sa massification est perceptible mais pas saisissable.

S'il est aisé pour une communauté, une société ou une nation de se dire solidaire et cohérente en temps de paix ; il lui est par contre difficile de le prétendre en temps de guerre si cette cohésion n'est pas réelle et authentique.

INTRODUCTION

Le président israélien, Isaac Herzog, s'est adressé aux Israéliens le 24 décembre 2023, après environ 80 jours de guerre dans la bande de Gaza. Si beaucoup d'Israéliens ont retenu les propos de consolation¹ du président après une fin de semaine sanglante pour l'armée israélienne, force est de constater que le message politique transmis par le chef de l'État transcende l'aspect socio-humain pour s'engager dans un cadre politico-stratégique.

Ce message politique concerne l'union des Israéliens durant la période de guerre à Gaza. Pour Mr Herzog, l'ennemi, c'est-à-dire les Palestiniens, attend de voir se fissurer la société israélienne et que commencent à apparaître des conflits en son sein et que, selon ses termes, les Israéliens commencent à « se battre les uns contre les autres ». Il constate que des conflits, des disputes, des luttes d'égos et des conflits politiques menacent de déchirer la société israélienne. Ce constat le conduit à appeler tout le monde et surtout les politiques à dépasser leurs divergences et à mettre fin aux tensions et conflits internes et aux divisions, notamment autour des responsabilités du 7 octobre ; il précise à ce propos que « quiconque cherche à ramener les Israéliens à ces différends porte atteinte à l'effort de guerre et à la sécurité des citoyens du pays. »

Benyamin Netanyahou, le premier ministre israélien, a à maintes reprises émis de tels propos, mais tout laissait croire à une manœuvre de politicien en difficulté qui tentait par tous les moyens de neutraliser ses opposants en les forçant, guerre oblige, à s'aligner derrière lui, surtout après la période d'opposition féroce autour de sa réforme de la justice. Mais que le président, incarnation de la nation d'Israël, soit obligé de rappeler la nécessité de l'unité du peuple, après 2 journées de combats difficiles et qu'il lie cet appel à l'unité aux pertes subies par Tsahal les samedi 23 et dimanche 24 décembre laisse planer certaines interrogations :

- ces pertes peuvent-elles augmenter les fissures, du fait des critiques qui ont émergé sur les stratégies et tactiques adoptées dans la guerre et les raisons ayant conduit à de telles pertes ?
- Est-ce que ce sont les fissures déjà existantes dans le panorama socio-politique israélien qui impactent le moral des soldats de Tsahal sur le terrain ?
- le président israélien ne craindrait-il pour la suite des événements et les développements d'une crise socio-politique à l'intérieur d'Israël, avec des signes d'exacerbation des tensions entre factions de la société israélienne ?

Cet appel à l'unité pourrait également traduire une crainte d'échec de l'action israélienne à Gaza où après près de 80 jours l'armée israélienne a bien enregistré des succès tactiques qu'elle n'a pas pu traduire en cumul stratégique ; s'agit-il d'un constat d'échec ? Si oui, pourquoi donc une armée censée être parmi les meilleures au monde trébuche-t-elle face à une organisation armée ou du moins tarde-t-elle à trancher la guerre ? Plusieurs réponses se profilent au niveau de la stratégie militaire, notamment celle concernant la notion de victoire et de défaite face à une entité armée non-étatique (asymétrie) où encore le milieu urbain et les tactiques de la guérilla.

Il reste un autre aspect aussi, sinon plus important que les autres, à savoir le soutien de la société et de l'unité du front intérieur. Aucune guerre ne peut se gagner sans ce soutien et cela expliquerait la démarche du président israélien dans son discours adressé à ses concitoyens.

1. "C'est une soirée difficile. Chaque fois que nous entendons les mots "autorisés à être publiés", nos cœurs frémissent de douleur et de chagrin renouvelés. Derrière chaque nom d'un soldat tombé au combat, il y a un héros israélien - un membre de sa famille, un fils à des parents, un conjoint, un père, un petit-enfant, un être cher", a indiqué le président Herzog.

Pour traiter de la question, le présent papier ne prétend expliquer ni échec ni victoire ; il n'anticipe aucun résultat de la guerre ; il tente uniquement de déterminer le rôle crucial de l'appui sociétal et national dans la conduite des guerres en tirant les leçons des 80 jours de la guerre que mènent l'armée israélienne et Hamas depuis le 7 octobre 2023.

Faut-il parler de la société israélienne au singulier ou au pluriel ? L'image démocratique du pays renvoie une image d'unité, mais cache en fait plusieurs lignes de rupture culturelles, politiques et de divergences sur les perceptions d'intérêts utiles à Israël ou de menaces préjudiciables à ce pays. Jusqu'à quel point les Israéliens peuvent-ils oublier leurs intérêts individuels ou communautaires pour s'unir autour des intérêts du pays ? Quel est le sacrifice ultime que l'Israélien, qui n'est pas soldat ou qui ne participe pas aux opérations militaires, peut-il consentir au profit de sa nation ? Si la population israélienne subissait les bombardements que subissent les Palestiniens à Gaza, maintiendrait-elle son soutien à l'État comme le font les Gazaouis à l'égard du Hamas ? Sous quelle enseigne doit-on enregistrer les pressions exercées, par les parents et proches des otages, sur le gouvernement et l'armée israéliens en leur demandant d'adhérer à des transactions pour libérer les otages même en se soumettant aux conditions du Hamas ? Les plâtres cimentant les fractures qui minent la société israélienne ont semblé résister durant toutes les guerres passées et empêcher le mur de s'écrouler ; mais ces guerres ont été plus courtes que le conflit actuel et les épreuves qu'elles ont générées furent par conséquent moins pénibles que les souffrances de la crise présente. Le semblant de résistance de la cohésion sociale israélienne résisterait-il à l'épreuve du temps de cette guerre qui risque de se prolonger ?

I. SÉFARADES ET ASHKÉNAZES, UNE FRACTURE STRUCTURELLE QUI SE COLMATE MAIS LENTEMENT

Dans un blog intitulé " « Séfarades contre Ashkénazes, ou la guerre du tube d'harissa contre le pot de cornichons », publié le 26 février 2018 par Laurent Sagalovitch (Slate.fr), l'auteur, qui précise avoir appartenu à l'un et l'autre des deux clans, affirme « qu'entre ces deux fratries du judaïsme, rien n'a jamais été simple. Que ce soit dans les cuisines ou à la synagogue ». En effet, et en dépit de toutes les apparences, les deux composantes sœurs, séparées par une longue histoire qui a fait vivre l'une, parmi des communautés chrétiennes, et, l'autre, parmi des communautés musulmanes, peinent à se mettre l'une dans les bras de l'autre. Les différences du début de l'implantation concernaient surtout le culte. En effet, quoique les textes fondamentaux soient semblables, la liturgie est légèrement différente, les chants varient et même la prononciation de l'hébreu est marquée par quelques différences (David Banon, 2009). L'exercice du culte n'était pas sans provoquer certaines tensions qui semblent à présent se dissiper de plus en plus sans pour autant disparaître. Malgré une union de façade, les deux communautés restent méfiantes l'une envers l'autre. Les mariages entre les deux clans s'établissaient à un sur quatre de l'ensemble des mariages en Israël en 1990, ce taux n'a pas véritablement changé après plus de 30 ans, pour n'être que de 1/3 en 2023. Les deux tiers des mariages se font encore, en Israël, entre personnes de même confrérie. Le phénomène s'amenuise surtout parmi les classes moyennes, mais la question se pose toujours en Israël.

Selon le Jewish Telegraphic Agency (JTA), des recherches récentes révèlent que jusqu'en 2018, seuls 15 % des Juifs de l'État d'Israël, âgés de 25 à 43 ans, sont d'origine mixte.

La question se pose de savoir si cette fracture n'influe pas sur les postures en temps de guerre ? Le soutien à la guerre serait-il le même dans les deux communautés ? La fissure entre ces deux communautés ne s'invite-t-elle pas au sein de l'armée même en opération ? Les recherches ou enquêtes concernant ces questions sont rares et les réponses qui y sont apportées ne peuvent être confirmées ; mais les interrogations restent posées.

II. DEUX TENDANCES POLITIQUES INCONCILIABLES SUR FOND DE DROITISATION

Israël connaît également des fissures politiques structurelles. Si la tendance durant les vingt dernières années est à la dégauchisation/droitisation, il subsiste toujours une certaine tendance d'opposition à la droite incarnée par le Likoud et ses appuis qui se recrutent parmi les partis religieux. Cette tendance qu'on pourrait qualifier de gauche israélienne est historiquement incarnée par le parti travailliste, affaibli de nos jours.

La véritable divergence politique qui se transforme en césure entre les deux tendances se focalise sur la posture vis-à-vis du conflit israélo-palestinien ; c'est à ce niveau que se situe le code essentiel de lecture de l'opposition entre deux grandes tendances politiques en Israël :

- d'un côté, la gauche, une sorte de nid de « colombes », défendant l'idée élaborée à Oslo autour du slogan « la terre contre la paix » et partisans d'un compromis territorial avec les Palestiniens.

L'objectif de cette gauche est la sécurité par la paix ;

- d'un autre côté, la droite, représentant les « faucons », opposés à cette option et à toute idée de création d'un État palestinien ou de processus qui pourrait y mener. L'objectif de cette droite est aussi la sécurité, mais obtenue par l'hégémonie et la puissance.

Dans la guerre que mène actuellement Israël contre le Hamas, cette divergence, qui ne peut remonter à la surface en temps de guerre se fait sentir au niveau de la conduite à tenir face au problème des otages :

- pour la droite et ses appuis d'extrême droite et en dépit de déclarations politiquement correctes, la libération des otages vient en deuxième position après la neutralisation du Hamas et l'effacement de l'affront du 7 octobre. Libérer les otages ne peut être que conséquent à cette neutralisation ou à des négociations aux conditions d'Israël ;
- la gauche, quant à elle, est plus encline à donner la priorité à la libération des otages quitte à différer la guerre contre le Hamas à plus tard. La gauche soutient l'action des familles des otages et la pression qu'elles exercent sur le gouvernement israélien.

Cette divergence alimente également les dissensions au sein d'Israël et agit sur son action dans la guerre. L'armée, dont une grande partie est issue des civils, n'est pas étanche à cette question.

III. LA LOI SUR LA RÉFORME DE LA JUSTICE : LA PLUS GRANDE FISSURE DANS LA SOCIÉTÉ ISRAÉLIENNE

À la veille des événements du 7 octobre, le paysage socio-politique en Israël était des plus divisés, jamais le pays n'avait vu pareille fracture et jamais la cohésion sociale israélienne n'avait vu pareille fragmentation.

Benyamin Netanyahu a tenté, étant donné sa majorité parlementaire, de faire adopter un texte qui, de manière dérogatoire, permettrait au Parlement, par un vote à la majorité simple, de préserver une loi contre toute décision d'annulation par la Cour suprême. Cette dérogation constitue une sorte de véto du Parlement pour bloquer l'action de la Cour suprême. Le pouvoir judiciaire verrait ainsi réduit son pouvoir de retoquer une loi.

Ce projet, qui renforce de manière exagérée le pouvoir du Parlement, a généré une opposition sans précédent en Israël.

Des milliers de personnes ont manifesté contre cette loi et sont descendues dans la rue dans toutes les villes d'Israël pour exprimer leur forte opposition à la réforme du système judiciaire voulue par le Likoud, l'extrême droite et les ultraorthodoxes. Les motivations de ce mouvement de contestation ont été exacerbées par le limogeage du ministre de la Défense Yoav Galant², qui avait jugé utile de geler le processus d'établissement de cette loi. Il s'en est suivi, un appel à la grève générale lancé par la plus grosse centrale syndicale d'Israël.

C'est dans ce climat de fragmentation de la société israélienne qu'interviennent les événements du 7 octobre, un climat de division sans commune mesure et qui serait peut-être l'un des facteurs ayant encouragé le timing de l'action du Hamas.

L'ensemble des composantes politiques ont affiché une volonté d'union nationale autour du premier ministre, après l'attaque du Hamas, mais la gestion de la guerre a été et reste jalonnée d'incidents et de différends qui trahissent la césure née de la période de protestation contre la réforme de la Justice. Le premier ministre s'est à maintes reprises présenté seul à des conférences de presse, son ministre de la Défense refusant de se mettre à ses côtés. Netanyahu a par ailleurs interdit, plus d'une fois des rencontres entre Yoav Galant et les responsables de sécurité et de renseignement.

IV. LES FAMILLES DES OTAGES : UNE PRESSION QUI CASSE LE CONSENSUS AUTOUR DE LA GUERRE

Tous les sondages menés en Israël durant les trois mois écoulés montrent un quasi-consensus de la société israélienne quant à la continuation de la guerre à Gaza jusqu'à l'élimination du Hamas. Les voix qui, par principe ou par considérations juridiques et humaines, s'opposent à la continuation de la guerre se font très rares et presque inaudibles. Les partisans du va-t-en-guerre en Israël n'ont pas manqué d'exprimer leur dépit lors des quelques jours de trêve qui ont permis la libération de près d'une centaine d'otages. Libération qui tout en satisfaisant les parents des otages libérés a généré une déception chez les parents de ceux restés en détention chez le Hamas. Ils s'organisent et entreprennent des actions permanentes et continues pour exercer des pressions sur le gouvernement lui enjoignant de prendre toutes les mesures pour libérer leurs proches.

L'angoisse chez cette catégorie d'Israéliens s'est accrue au fur et à mesure que la propagande du Hamas augmentait la pression psychologique en diffusant des vidéos de ces otages demandant à être libérés, et que l'armée israélienne multipliait des bévues ayant conduit à la mort de plusieurs de ces otages.³

La pression exercée par ces familles fragilise les positions d'Israël dans les négociations de libération des otages et met en exergue la question de savoir si Israël accepterait, comme le demande le Hamas, de cesser les hostilités pour pouvoir libérer les otages. Les familles des otages versent de plus en plus dans l'acceptation d'une reconnaissance de la défaite, nourrissant l'espoir de retrouver leurs proches vivants.

2. C'est ce même Yoav Galant qui sera sollicité pour reprendre les commandes du ministère de la Défense après le 7 octobre. Il a certes accepté dans l'esprit de l'union nationale en temps de guerre ; mais ne conserve-t-il pas son hostilité envers Benyamin Netanyahu ?

3. Le 16 décembre, des soldats israéliens tirent et tuent à Gaza trois personnes vêtues de simples caleçons et agitant un drapeau blanc en les prenant pour des combattants du Hamas qui tenteraient de les attirer dans un guet-apens. Il s'est avéré par la suite qu'il s'agissait de trois otages israéliens qui ont réussi à tromper la vigilance de leurs gardiens et qui demandaient secours à Tsaahal.

Israël se trouve entre le marteau des objectifs fixés par la guerre, et qu'elle peine à atteindre, et l'enclume de la pression intérieure de libérer les otages quitte à concéder un cessez-le-feu sans atteindre les objectifs.

En dépit donc d'un quasi-consensus autour de la guerre, le gouvernement et l'armée israéliens font face à des pressions qui risquent, avec le temps, d'éroder le soutien social et populaire à la guerre et priver Israël du support de sa population.

Cette pression sur le gouvernement de guerre est amplifiée par les citoyens des kibboutz mitoyens de la bande de Gaza et de la frontière libanaise qui ont été déplacés et qui ne cessent de harceler le gouvernement en lui demandant à la fois de les faire rapidement retourner chez eux, et de leur procurer la sécurité contre d'éventuelles attaques du Hamas. Plusieurs d'entre eux restent sourds aux arguments concernant les contraintes de la guerre et demeurent concentrés sur leurs propres préoccupations.

POUR CONCLURE

L'armée israélienne est certes puissante du fait de ses moyens militaires, ses avancées technologiques et ses appuis internationaux, notamment occidentaux. Il n'y a mathématiquement aucun espace de comparaison entre elle et son antagoniste hamsaoui. La guerre révèle pourtant qu'elle trébuche dans la bande de Gaza et que son gouvernement de guerre frôle la panique devant les exigences d'un front intérieur qui en dehors du service militaire national, n'accepte pas les sacrifices ou en accepte peu et pour un temps limité.

S'il est analytiquement peu prudent de mettre en doute la victoire d'Israël dans la guerre actuelle, il est par contre possible d'avancer sans ambages :

- que cette victoire mettra beaucoup de temps à se réaliser et nécessitera plus de sacrifices qu'Israël n'est pas habituée à concéder et ;
- que les prochaines guerres seront très difficiles, d'une part, en raison de leur asymétrie et leur hybridité, et, d'autre part, en raison de la quantité de sacrifices et de la part de résilience qu'elles exigeront de la société.

La leçon ne concerne pas seulement Israël, mais tout État soucieux de préserver sa sécurité nationale. Le principe n'est pas nouveau, mais il n'y a aucun mal à le rappeler :

Sans front intérieur uni et solide, exprimé par une population résiliente et une société en parfaite cohésion, gagner une guerre reste une gageure entourée d'incertitudes, une aventure sans issue et une mission difficile à accomplir.

À propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University, Rocade Rabat Salé - 11103

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

